



**lundi 30 mai
2022**

**au Conseil d'État
1 place du Palais-Royal
75001 Paris
14h00-17h00**

COLLOQUE

LA LOI DU 24 MAI 1872, 150 ANS APRÈS

Comité d'histoire du Conseil d'État
et de la juridiction administrative

Accessible en direct
sur le site internet
et les réseaux sociaux
du Conseil d'État.

Ouverture

Didier-Roland Tabuteau

vice-président du Conseil d'État

Conclusion des débats

Martine de Boisdeffre

présidente de la section du rapport
et des études du Conseil d'État, présidente
du Comité d'histoire du Conseil d'État
et de la juridiction administrative

programme

COLLOQUE

LA LOI DU 24 MAI 1872, 150 ANS APRÈS

lundi 30 mai 2022

14h00 - 17h00

Comité d'histoire du Conseil d'État
et de la juridiction administrative

Accessible en direct sur le site internet et les réseaux
sociaux du Conseil d'État.

Peinture représentant le palais d'Orsay avant son incendie en 1871 (Albert Girard, toile non collée, 1875).
Le Conseil d'État occupe le rez-de-chaussée de 1840 jusqu'à 1871

13h45

Accueil

14h00 - 14h15

Ouverture

Didier-Roland Tabuteau, vice-président du Conseil d'État

14h15-14h30

Présentation de la journée d'études

Jean-Pierre Machelon, professeur émérite de l'université Paris Descartes, doyen honoraire de la Faculté de droit

14h30-14h50

1870-1872 : la genèse de la loi du 24 mai 1872

Éric Anceau, maître de conférences à l'Université Paris-Sorbonne

14h50-15h10

La loi de 1872 miroir de l'histoire du Conseil d'État

Marc Bouvet, professeur d'histoire du droit à l'Université d'Angers

15h10-15h30

Échanges avec la salle

15h30-15h50

**Un siècle et demi de justice déléguée :
vers l'indépendance et l'impartialité ?**

Rémy Schwartz, président-adjoint de la section
du contentieux

15h50-16h10

**Un mythe fondateur : la loi du 24 mai 1872,
pilier de la justice administrative**

Anissa Hachemi, professeure de droit public
à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

16h10-16h30

Échanges avec la salle

16h30-17h00

**Conclusion générale : la loi du 24 mai 1872
aujourd'hui**

Martine de Boisdeffre, présidente de la section
du rapport et des études du Conseil d'État, présidente
du Comité d'histoire du Conseil d'État
et de la juridiction administrative